COLLECTION SOUVERAINETÉ · MAISON BEAULIEU

EXTRAIT OFFERT · PREMIÈRES PAGES

Souveraineté Perdue — L'Intégrale

Avant-Propos de l'Édition Intégrale

L'édition complète est disponible sur
https://adrienbeaulieu.com/books/souverainete-souverainete-perdue

Avant-Propos de l’Édition Intégrale

Il est des ruines si vastes, si silencieusement accomplies au sein d'une paix trompeuse, qu'aucun instrument isolé de l'esprit humain ne suffit à en lever le plan tout entier. Lorsqu'une armée succombe en rase campagne au soir d'une journée fatale, comme à Waterloo ou devant Sedan, la chronique militaire nomme aussitôt la brèche : l'historien compte les batteries engagées à contretemps, relève l'ordre arrivé trop tard à l'état-major et dresse l'inventaire du lendemain. Mais comment instruire le procès d'une défaite de cinquante-sept années qui n'a connu ni canonnade aux frontières, ni troupes étrangères défilant sous nos arcs de triomphe, ni signature d'armistice dans une clairière d'hiver, et au terme de laquelle une grande puissance libre, maîtresse en 1969 de son atome, de sa monnaie, de ses lois, de ses escadres, de ses usines et de son verbe, se réveille en 2026 dans la condition subalterne d'une province surendettée, désindustrialisée, rançonnée par les juges américains et administrée par circulaires bruxelloises ?

Telle fut l'interrogation fondatrice qui commanda, au sein de la Maison Beaulieu, l'ordonnance entière du monument que le lecteur tient aujourd'hui rassemblé sous son titre définitif : Souveraineté Perdue — L'Intégrale.

À qui regarde froidement ce demi-siècle d'effacement français, l'impuissance d'un registre unique apparaît dès le premier pas. Écrire un seul traité d'économie industrielle et de droit public eût permis de chiffrer la fermeture des fonderies, le sabotage énergétique et l'engrenage de la dette, mais eût laissé dans l'ombre l'énigme vertigineuse du consentement intime : par quel affaissement intérieur un peuple pétri de quinze siècles de querelles universelles avait-il laissé scier sans révolte les piliers de sa propre demeure ? À l'inverse, composer une pure méditation élégiaque sur le crépuscule national eût exposé l'œuvre au sourire condescendant des gestionnaires : les liquidateurs pardonnent volontiers aux poètes tant qu'on ne leur met pas sous les yeux le numéro des décrets, le coût réel du mégawattheure, le montant des amendes versées à Washington et les dépositions sous serment des commissions d'enquête. Et quand bien même nous aurions uni le dossier du magistrat au chant du veilleur, il eût encore manqué à notre prise la faune vivante qui exécute chaque matin le démontage : cette oligarchie souriante,

diplômée, anglophone et décorée, sur qui l'indignation tragique glisse sans entaille parce qu'elle a remplacé l'honneur d'État par le plan de carrière et l'intimidation mondaine.

Pour embrasser dans toute son étendue la dépossession consommée entre le midi du 28 avril 1969 et l'année 2026, il fallait donc refuser la mutilation d'un timbre solitaire. Il fallait élever une cathédrale d'écriture à trois nefs, où la même vérité historique fût saisie tour à tour par la rigueur du fer, par la brûlure de l'âme et par le vitriol du rire.

Ouvrez d'abord le Tome Premier, La France en Péril — Ou la Bataille Perdue pour la Souveraineté. La voix qui s'y fait entendre écarte tout ornement superflu : c'est la parole sèche, implacable, incorruptible du magistrat de la Cour des comptes et de l'ingénieur d'État, fidèle à la haute lignée d'un Michel Debré forgeant les institutions de 1958 et d'un Philippe Séguin avertissant l'Assemblée nationale, dans la nuit prophétique du 5 au 6 mai 1992, que le transfert de la monnaie, du budget et de la loi tuerait la République en offrant aux gouvernants l'excuse éternelle du « ce n'est plus nous ». Dans ces seize chapitres, chaque phrase s'appuie sur la physique des machines, la comptabilité nationale et le texte opposable des traités ; cinquante pièces d'archives primaires y sont scellées comme autant de pièces à conviction au greffe de l'Histoire.

Car la souveraineté commence dans l'acier et le kilowatt, là où les éléments de langage se brisent contre la thermodynamique. On y suit la chute d'une nation manufacturière tombée sous le seuil critique de dix pour cent de son produit intérieur, perdant plus de deux millions d'emplois industriels et creusant des déficits commerciaux abyssaux. Le livre rouvre un à un les grands dossiers de l'égorgement productif : la reddition en 2014 du pôle énergie d'Alstom et des turbines à vapeur humide Arabelle de Belfort — organes vitaux de nos cinquante-huit réacteurs civils inscrits dans l'écosystème technique de nos sous-marins nucléaires — livrées à General Electric sous la contrainte d'une prise d'otage judiciaire orchestrée par le Département de la Justice américain ; mais aussi l'abandon successif sous pavillon étranger de l'aluminium de Pechiney, de la sidérurgie d'Arcelor, des télécommunications d'Alcatel, de Technip et de Lafarge.

Des halles d'usinage, l'instruction gagne ensuite le cœur atomique du pays. Aucun État d'Occident ne possédait un avantage comparatif comparable au parc nucléaire bâti par le Commissariat à l'Énergie Atomique et le plan Messmer. Or le Tome Premier démontre

comment nos propres ministères ont méthodiquement saccagé ce trésor : exécution politique du surgénérateur Superphénix en 1997, abandon en catimini du réacteur de quatrième génération ASTRID en 2019 qui offrait pourtant des siècles d'autonomie fissile sur notre propre sol, pillage organisé d'Électricité de France par le mécanisme prédateur de l'ARENH obligeant l'opérateur national à vendre à perte son électron nucléaire à des courtiers privés dépourvus d'usines, indexation absurde de nos tarifs sur le gaz brûlé en Allemagne, et fermeture idéologique des deux réacteurs sains de Fessenheim en 2020. Enfin se referme l'étau monétaire, judiciaire et militaire : depuis la loi de janvier 1973, Maastricht et l'arrêt Nicolo, l'État a renoncé à sa monnaie comme à la primauté de la loi républicaine, livrant nos banques et nos entreprises à l'extorsion extraterritoriale du dollar américain avant de consommer, en février 2008 à Versailles puis au sommet de l'OTAN de 2008 et 2009, le double parjure suprême — la ratification parlementaire du texte rejeté par le peuple français le 29 mai 2005 et la réintégration dans le commandement militaire intégré quitté par de Gaulle le 7 mars 1966.

Mais sitôt refermé ce premier acte d'accusation, une question plus sombre monte des décombres, que le seul calcul de l'ingénieur ne résout pas : comment un peuple qui avait tenu Verdun et relevé ses ruines en 1945 a-t-il pu assister sans révolte à un tel démantèlement ? C'est ici que devait prendre le relais la deuxième voix de l'édifice : celle du Tome Deuxième, Le Chant du Cygne — Adieu à la Souveraineté.

Le lecteur change alors d'atmosphère et de profondeur, sans jamais déserter l'exactitude historique. Aux bilans chiffrés répondent trente-six stèles d'archives mémorielles et littéraires ; à la langue du parquet succède le grand souffle métaphysique et charnel des maîtres qui ont pensé le mystère français — François-René de Chateaubriand penché sur le tombeau des monarchies dans les Mémoires d'outre-tombe, André Malraux écoutant tomber la neige sur le parc de La Boisserie face au Général le 11 décembre 1969, Charles Péguy chantant l'honneur de l'ouvrage bien fait, et Simone Weil rédigeant à Londres, au seuil de la mort, les pages brûlantes de L'Enracinement. Car une patrie ne survit pas par ses seuls hauts-fourneaux ; elle vit de l'image qu'elle se fait d'elle-même devant les siècles.

Au long de ses quatre chants, Le Chant du Cygne met à nu la racine spirituelle du mal : la mort du sentiment tragique et la tentation sénile du « grand Luxembourg », cette

illusion qu'une vieille nation capétienne et révolutionnaire pourrait déposer son épée au vestiaire atlantique, remettre ses codes aux commis de Bruxelles et végéter paisiblement en province touristique sans se dissoudre aussitôt dans l'ennui et la discorde. Cette agonie de l'âme éclate d'abord dans le meurtre délibéré de notre langue. Forgé depuis Villers-Cotterêts pour obliger la puissance publique à la clarté, le français est aujourd'hui chassé des palais nationaux, des écoles et des devantures par le sabir cotonneux des directives et par un franglais servile qui coupe le peuple de sa mémoire tout en abandonnant nos frères francophones d'Amérique et d'Afrique. En opposant à la médiocrité bavarde de nos mandataires le départ silencieux du 28 avril 1969 à midi — lorsque Charles de Gaulle quitta immédiatement l'Élysée sur le verdict d'un seul référendum perdu pour s'en aller vivre sans faste à Colombey —, ce deuxième livre mesure la profondeur de l'exil intérieur français, mais il écoute aussi battre sous la cendre froide des clochers muets la braise intacte des veilleurs qui préparera la résurrection.

Toutefois, même conjugués, le procès matériel et le poème tragique laissaient encore intact le dernier rempart des liquidateurs : le sérieux pontifiant dont ils drapent leur servitude. Contre une caste qui ne gouverne pas par la terreur sanglante mais par le mépris mondain, le diplôme et la morgue télévisée, la colère pathétique s'émousse parfois ; seule porte au cœur la lame glacée qui fit trembler les tartuffes et les valets de cour sous la plume de Jonathan Swift, de Voltaire, de Montesquieu, de La Rochefoucauld et d'Étienne de La Boétie.

De là procède le Tome Troisième, Le Guide du Collabo 2.0 — 106 Commandements pour une Collaboration Réussie. Le gant y est retourné d'un geste sec. Tout au long de cinq livres, de cent six commandements ciselés en maximes et de trente pièces à conviction du réel puisées dans l'actualité la plus vérifiable, un Haut-Commissaire honoraire comblé de prébendes s'adresse avec une tendresse cynique à sa progéniture spirituelle — un jeune lauréat des écoles du pouvoir encore sujet à quelques rougeurs patriotiques — pour lui enseigner l'art lucratif de ramper avec distinction. On y apprend comment assouplir sa colonne vertébrale dès le concours d'entrée, comment dégainer le réflexe pavlovien du « Plus d'Europe ! » devant chaque usine qui ferme, comment pantoufler avec grâce chez McKinsey ou dans une banque d'affaires de Manhattan après avoir rédigé les décrets propices à ses futurs maîtres, et surtout comment pratiquer

l'imposture suprême du régime : fleurir la Croix de Lorraine à Colombey à neuf heures du matin la larme à l'œil, avant d'aller l'après-midi acheter du matériel américain, livrer nos secrets numériques au nuage d'outre-Atlantique et obéir au doigt et à l'œil à Washington. Par ce rire féroce, l'intimidation technocratique vole en éclats : dépouillé de son jargon franco-bruxellois, le tuteur infidèle apparaît dans sa nudité comique de fondé de pouvoir.

Ainsi s'articule la nécessité intime des trois livres : La France en Péril instruit le crime matériel, Le Chant du Cygne sonde la nuit spirituelle, et Le Guide du Collabo 2.0 dissèque l'imposture des exécutants. Nulle de ces trois voix ne pouvait se passer des deux autres pour dire tout entière la tragédie française de 1969 à 2026.

Rassembler sous une seule couverture les cent quatre-vingt-quinze mille mots de ces trois ouvrages exigeait un couronnement qui transformât le constat historique en instrument permanent de combat intellectuel. Un monument de bibliothèque ne doit pas seulement instruire, émouvoir et dessiller ; il doit rester ouvert sur la table du citoyen comme un banc d'épreuve incorruptible et comme un bréviaire d'action quotidienne. Aussi le lecteur trouvera-t-il, au sortir du troisième tome, un Codex Doctrinal inédit réservé exclusivement à la présente Édition Intégrale et formé de deux pièces capitales écrites tout exprès pour la clore.

La première est Le Grand Dictionnaire des Citations Gaulliennes Déclassifiées. En vingt-quatre entrées souveraines ordonnées de l'agriculture nourricière et de l'atome jusqu'au volapük apatride, en passant par la chaise vide de juillet 1965, l'étalon-or opposé au privilège exorbitant du dollar en février 1965, l'ardente obligation du Plan, le retrait du commandement intégré de l'OTAN le 7 mars 1966, le cri fraternel de Montréal en 1967 et la démission d'honneur du 28 avril 1969, ce dictionnaire convoque à la barre la parole brute et certifiée de Charles de Gaulle — puisée dans ses Mémoires de guerre, ses Mémoires d'espoir et ses Discours et Messages — ainsi que les verbatims recueillis sur le vif par Alain Peyrefitte dans les trois volumes de C'était de Gaulle. Rien n'était plus urgent pour assainir l'esprit public. Car depuis trente ans, tous les syndics de notre liquidation se disputent l'héritage verbal du Général pour couvrir l'exact rebours de son œuvre : ils célèbrent l'homme du 18 Juin en réintégrant docilement l'appareil atlantique, invoquent le fondateur de la Cinquième République en piétinant un référendum

populaire à Versailles et saluent le bâtisseur industriel en livrant nos turbines à l'encan. En confrontant sous chaque entrée le texte authentique de Colombey et de l'Élysée aux reniements chiffrés de nos contemporains jusqu'en 2026, ces vingt-quatre chapitres remettent à chaque lecteur une pierre de touche implacable pour confondre en un clin d'œil les faux monnayeurs de la mémoire nationale.

La seconde pièce inédite scelle la voûte de l'ouvrage entier : c'est La Charte de Résistance Intellectuelle de la Maison Beaulieu. Composée de douze articles solennels de garde civique, linguistique et domestique, elle répond sans détour à l'interrogation légitime que tout homme droit se pose après avoir traversé tant de décombres : que faire dès ce soir, à hauteur d'atelier, d'amphithéâtre et de foyer, lorsque les institutions officielles ont provisoirement déserté leur garde ? Car l'histoire de notre vieux pays enseigne que l'État ne ressuscite jamais à partir du néant ; il renaît toujours de petites citadelles intérieures restées droites dans l'hiver. Tenir sous son toit et dans son métier la souveraineté d'un français pur de tout sabir d'abdication ; remonter systématiquement à l'archive primaire, au traité et au bilan contre le commentaire jetable des gazettes ; restaurer la noblesse charnelle du métier réel — ingénieur, paysan, artisan, soldat, marin, médecin, instituteur — face au parasitisme du conseil ; posséder ses outils, sa terre et ses livres plutôt que louer son existence aux plateformes ; garder vivante devant ses enfants la chaîne ardente qui relie 1429, 1792 et 1940, la solidarité fraternelle des peuples francophones et l'inviolabilité sacrée du suffrage bafoué en 2008 : ces douze articles dressent l'enceinte morale et matérielle d'où repartira demain le redressement.

Reste à dire solennellement pourquoi Souveraineté Perdue — L'Intégrale n'existe par notre volonté délibérée qu'en tirage physique — Broché Prestige et Relié Collector — et pourquoi la Maison Beaulieu lui a refusé à jamais toute édition numérique.

Ce choix n'a rien d'une coquetterie d'antiquaire ni d'une bouderie passéiste envers la science moderne ; il est un acte de cohérence politique et spirituelle absolue. On ne dénonce pas sur plus de sept cent cinquante pages la mise sous tutelle extraterritoriale de nos infrastructures, de notre droit et de nos consciences pour confier le soir même le dépôt de sa propre parole aux serveurs révocables de quelques conglomérats étrangers.

Qui croit acheter aujourd'hui un livre électronique n'acquiert en vérité aucune propriété : il loue un droit précaire d'affichage lumineux, régi par des conditions contractuelles lointaines et révocable à la seconde par le bon vouloir d'un intermédiaire marchand ou d'un algorithme de conformité. Qu'une directive nouvelle resserre demain la police des écrits politiques jugés indociles au dogme bruxellois, qu'un opérateur californien suspende un compte ou purge discrètement ses répertoires, et des dizaines de milliers d'exemplaires dématérialisés s'évanouissent d'un seul coup sans qu'il ait fallu dresser un bûcher sur le pavé d'une ville. Plus insidieuse encore que la suppression franche, la liseuse connectée rend possible la falsification silencieuse : une simple synchronisation nocturne suffit à gommer un chiffre accablant, à tiédir une épithète, à retrancher un nom propre ou à réécrire un paragraphe entier sur tous les appareils à la fois, sans laisser ni rature ni cendre. Et quand bien même le fichier demeurerait intact, le support même de l'écran — haché de courriels, d'alertes financières, de querelles d'une heure et de sollicitations marchandes — dissout par nature la continuité de l'attention, la mémoire longue et le silence intérieur sans lesquels nul citoyen ne peut embrasser un demi-siècle d'histoire d'État.

Tout à l'opposé, un livre imprimé, cousu par cahiers et relié de plus de sept cents pages est une citadelle souveraine affranchie de tout maître extérieur. Dès l'instant où il a franchi le seuil de votre maison, il relève de votre seule juridiction familiale. Nul ingénieur de Californie, nul censeur administratif ne peut en altérer une virgule pendant votre sommeil ; nulle panne de réseau, nulle crise énergétique, nulle faillite de plateforme ne peut en effacer les feuillets. L'encre grasse mordant la fibre du papier oppose aux puissances du mensonge l'obstination irrévocable de la matière : chaque date, chaque pièce d'archive, chaque maxime et chaque article scellés dans cette édition de 2026 diront très exactement la même chose dans trente ans, dans cinquante ans, dans un siècle.

Lire la suite dans l'édition complète

Retrouvez « Souveraineté Perdue — L'Intégrale » sur **https://adrienbeaulieu.com/books/souverainete-souverainete-perdue**.